Initiatives ministérielles

Car, en vérité, le gouvernement préférerait avoir des comités qui soient conformes à la charte.

Mais, à ce point-ci, il est probablement, je dirais même certainement, imprudent de risquer une contestation en vertu de la charte quand on sait que l'opinion est très majoritairement contraire.

C'est donc à contrecœur que j'invite les députés à rejeter cette série d'amendements.

[Français]

M. Benoît Tremblay (Rosemont): Monsieur le Président, je pense qu'on vient d'entendre ici la répétition de l'argumentation du gouvernement pour justifier une loi qui est une véritable conscription de la démocratie. Le plus extraordinaire, c'est qu'on réussit à invoquer la Charte des droits et libertés pour justifier des règles qui ne tiendront aucun compte des dépenses.

Le gouvernement fédéral pourra dépenser des millions de dollars. N'importe quel comité pourra dépenser jusqu'à 8,5 millions de dollars avec autant de comités que vous en voulez et ce, au nom de la démocratie et de la liberté de parole. C'est quand même extraordinaire, monsieur le Président! Je pense, non seulement aux yeux de la Cour suprême, parce qu'on aurait très bien pu demander son opinion, mais aux yeux de toutes les démocraties normales, il apparaît complètement ridicule qu'une Charte des droits et libertés permette une expression absolument démesurée au plus riche et au plus puissant. C'est l'ABC de l'amélioration de la démocratie que de permettre l'expression de l'ensemble des gens dans la société face à une question importante.

Encore une fois, on s'oppose à cet exercice démocratique des droits individuels. Il y aurait un groupe ou une personne, pourquoi pas un milliardaire, qui pourrait décider de dépenser autant qu'il veut pour s'exprimer.

On nous dit que le gouvernement va défaire les amendements proposés par le député de Jonquière. Bien, monsieur le Président, le député de Jonquière sait déjà à quoi s'en tenir. Le député de Jonquière est membre de ce gouvernement. Il connaît très bien la position de son gouvernement et il aura donc une décision à prendre.

Vous savez, on a encore là une tentative de montrer son patriotisme. Il a osé présenter des amendements pour faire de cette loi-là une loi un peu plus démocratique. Il a osé, en sachant parfaitement que ses amendements seraient défaits. Et il se fait traiter de patriote, par notre ami d'Edmonton-Sud-Ouest qui le traite de grand patriote, pour ensuite lui dire qu'il va voter contre ses amendements. C'est un patriote, mais c'est un patriote qu'on va pendre, monsieur le Président. Il sait d'avance qu'il est pendu, le patriote. Le gouvernement, avec sa majorité, va voter contre.

Monsieur le Président, on a aussi entendu le député de Papineau—Saint-Michel qui a dit qu'il allait être d'accord, qu'il allait voter pour les amendements proposés qui visent essentiellement à permettre le regroupement des gens qui veulent voter oui et le regroupement des gens qui veulent voter non, et d'avoir un certain contrôle des dépenses référendaires. Le député de Papineau—Saint-Michel fait la morale.

Monsieur le Président, cette loi est essentiellement la loi qui était déposée par Marc Lalonde, en 1979. On sait très bien que si dans le cas du député de Jonquière, certaines personnes peuvent encore s'interroger sur le sérieux de ses critiques, sur le fondement de sa bonne foi, est-ce qu'il aura un jour le courage de prendre sa décision? Dans le cas du député de Papineau—Saint-Michel, monsieur le Président, ça fait longtemps qu'on n'a plus aucun doute. On n'a plus aucun doute, le député de Papineau—Saint-Michel était là, monsieur le Président, pour voter la Loi des mesures de guerre. On n'a aucun doute sur sa sincérité à l'égard de la démocratie quand vient le temps de la question du Québec.

On a encore des doutes dans le cas du député de Jonquière, monsieur le Président, mais cela achève. Maintenant, les décisions importantes approchent. Évidemment, on peut voir dans sa région que les éditorialistes ne le croient plus tellement, mais on peut espérer un sursaut d'honneur et tirer des conclusions, puisque le gouvernement a déjà annoncé qu'il rejeterait sa motion. Il ne suffit pas de bien paraître, il suffit de tirer les conclusions logiques nécessaires. Si le député de Jonquière croit sérieusement que cet exercice référendaire, pour qu'il soit démocratique, exige un financement démocratique, exige un encadrement des gens favorables au oui et des gens favorables au non, et qui sait déjà que ce sera défait, monsieur le Président, alors, qu'il en tire les conclusions!

Plusieurs députés doivent d'ailleurs s'interroger avec lui et ils devront aussi en tirer les conclusions, parce que, monsieur le Président, on nous dit que c'est une loi dont on a besoin mais qu'on n'utilisera pas. C'est une loi qui est parfaitement antidémocratique. C'est une préparation d'un coup de force, une vraie conscription de la démocratie, mais on ne l'utilisera pas. On avance, pas à pas, vers une espèce de coup de force. L'histoire se répète. La première fois, c'est tragique, la deuxième fois, ça devient ridicule. Personne au Québec ne prend au sérieux des gens qui reculent de plus en plus, depuis des mois. C'est ce qu'on souhaite en faisant traîner le problème depuis deux ans, monsieur le Président, en dépensant des millions, en ayant des gens qui vont de bonne humeur à mauvaise humeur, de grands espoirs en désespoir, qui sont incapables de prendre une décision, mais qui savent